

Certains pays arabes de l'OPEP ont fourni d'importants montants d'aide au développement. Au cours de la période entre 1974 et 1977, les décaissements nets de l'OPEP au titre de l'aide publique au développement (APD) ont dépassé en moyenne 5 milliards de dollars par année, soit près de 30 p. 100 du total de l'APD. Avant la mise sur pied du mécanisme de mise en attente des projets, l'APD était surtout versée par le biais de décaissements rapides, à titre de soutien budgétaire, par exemple. Après avoir atteint un sommet en 1980, la part de l'OPEP à l'APD a diminué de plus de 40 p. 100 en 1983. Plus des trois quarts des décaissements bilatéraux des pays de l'OPEP sont maintenant acheminés vers les pays arabes. Entre 15 et 20 p. 100 d'entre eux sont distribués par les institutions multilatérales, dont les institutions financières internationales.

La grande majorité des sommes investies par les membres de l'OPEP dans les organismes multilatéraux va aux fonds arabes, le reste allant en grande partie au Fonds international de développement agricole et à l'Association internationale de développement (IDA). Le FIDA est financé uniquement par la contribution conjointe et proportionnelle de 20 pays industrialisés (OCDE), de 12 pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de 109 pays non-exportateurs de pétrole. Lors de la reconstitution des ressources du FIDA en 1986, la réduction de la contribution des pays de l'OPEP a amené les pays de l'OCDE à plafonner leurs engagements à un niveau inférieur à celui prévu afin de maintenir le rapport convenu entre le niveau d'engagement des pays de l'OCDE et celui de l'OPEP. La diminution de la quote-part de l'OPEP a donc provoqué une détérioration importante de la capacité de prêt du FIDA.

Le Comité considère que le FIDA a eu des résultats remarquables dans l'aide qu'il a apportée au développement du Tiers monde, compte tenu surtout de son budget relativement limité. Il est fort compréhensible que la quote-part de certains pays de l'OPEP au financement du FIDA, tels le Nigéria et le Venezuela, soit actuellement réduite en raison du sérieux problème de leur dette extérieure. **De l'avis du Comité, le gouvernement canadien devrait exhorter les États arabes membres de l'OPEP ayant suffisamment de ressources financières à accroître leur quote-part au Fonds international de développement agricole (FIDA) afin de porter la contribution globale des pays de l'OPEP à un niveau équitable.** Une telle mesure entraînerait automatiquement une hausse parallèle de la quote-part des pays membres de l'OCDE.

Les représentants de la Banque mondiale nous ont signalé qu'il faudra combler un écart de 1,5 milliard de dollars par année pour venir en aide aux pays pauvres de l'Afrique subsaharienne d'ici à 1990. **Une augmentation de la contribution financière de l'OPEP à l'IDA, de même qu'à la Banque africaine de développement pourrait aider à renflouer les organismes multilatéraux.** Parallèlement, les pays industrialisés devront être prêts à reconnaître aux pays arabes de l'OPEP la place qu'ils occupent sur la scène internationale.